

Zeitschrift: Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum
Herausgeber: Forum Helveticum
Band: 13 (2003)

Artikel: Agir pour construire l'avenir et sortir de l'immobilisme frileux : relevons les vrais défis qui nous sont lancés, sans nous laisser tenter par les sept principaux péchés de la politique
Autor: Villiger, Kaspar
Kapitel: 3: Position de la Suisse dans cet environnement
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-832926>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 31.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La concurrence s'étend au monde entier et s'accroît jour après jour entre les pays, les cultures et les continents. Les économies, les Etats et les sociétés doivent s'adapter toujours plus rapidement. L'Etat-nation perd de son importance, même s'il reste la base de l'organisation et de la cohabitation des peuples. Les problèmes de portée planétaire que sont l'écologie, les flux migratoires, la santé et bien d'autres encore nous concernent aussi.

La mise en réseau sur le plan mondial de tout et de chacun, c'est-à-dire la mondialisation, est irréversible. Les mouvements antimondialisation n'y changeront rien. La mondialisation comporte certes des risques et fait aussi des perdants. Mais les chances qu'elle offre sont encore beaucoup plus nombreuses que les risques. Elle crée en effet un potentiel de croissance inimaginable. Celui qui sait en tirer profit par ses prestations est gagnant. Un petit pays enclavé comme la Suisse ne peut créer un bien-être supérieur à la moyenne que grâce à la liberté du commerce, et donc à la mondialisation.

3. Position de la Suisse dans cet environnement

Un savant mélange d'autonomie politique et d'ouverture économique sur le monde a fait de l'histoire de la Suisse moderne celle d'un succès. Une culture politique unique au monde a offert à la Suisse une stabilité à nulle autre pareille. Une politique économique libérale reposant sur des conditions-cadres favorables et fiables à long terme a permis l'émergence d'une économie performante. Cette dernière a aussi profité de la stabilité politique et sociale de notre pays. La sécurité sociale, qui se fonde sur des principes plus libéraux qu'ailleurs, ainsi que les secteurs de la santé et de la formation, ont atteint des standards élevés. La Suisse est aussi devenue le pays le plus sûr d'Europe.

Tous ces acquis sont encore valables. En comparaison internationale, notre situation est donc bonne. Nous avons beaucoup plus de raisons d'exprimer notre reconnaissance que de nous plaindre. Et pourtant, des symptômes de plus en plus nombreux nous font prendre conscience que notre situation privilégiée pourrait ne pas être très durable. Depuis des années, notre croissance est, si l'on en croit les statistiques, inférieure à la moyenne. Des fissures sont apparues dans la cohésion nationale. Des problèmes centraux, dont la solution exige un effort de longue haleine, sont purement et simplement ignorés. D'autres problèmes sont sciemment renvoyés à plus tard. Par euphémisme, on appelle cela un «moratoire». L'Etat est toujours davantage sollicité. L'avance dont

bénéficiait la compétitivité de notre place économique s'amenuise. Nous peinons à définir notre rôle face à la structure de l'Union européenne qui domine l'Europe. Dans le concert des grands blocs économiques, la Suisse est de plus en plus marginalisée. Dans le dialogue politique interne apparaissent des sentiments d'intolérance et une étroitesse de vues qui menacent de détruire notre culture de recherche en commun de solutions et de compromis acceptables par le plus grand nombre. Même si ce n'est pas la première fois dans notre histoire, le sentiment que tout cela ne peut pas durer ainsi est largement répandu. On peut se demander si ce sentiment est le reflet d'une réalité ou plutôt une expression de la satiété d'une société choyée. La réponse se situe certainement entre-deux.

4. Les sept péchés de la politique

Je commencerai par vous décrire sept importants péchés de la politique, qui compliquent grandement la résolution des grands problèmes du pays.

4.1. *La contamination croissante du système de concordance par des éléments du système de concurrence*

En Suisse, c'est le peuple qui prend les décisions essentielles. Le Conseil fédéral et le Parlement doivent par conséquent proposer des solutions susceptibles de convenir à la majorité des citoyens. Aussi géniale qu'elle soit, une solution qui n'est pas admise par la majorité du peuple ne vaut rien. Dans un tel système, les forces politiques qui disposent d'un grand potentiel d'opposition au Parlement et sont capables de susciter un référendum peuvent de fait bloquer la politique. Aussi a-t-on toujours associé de telles forces à la responsabilité gouvernementale, d'où la naissance de la formule magique. Celle-ci n'a rien à voir avec la magie, elle est une émanation logique et inévitable des droits populaires. Dans ce système, le Conseil fédéral exerce une fonction essentielle, qui consiste à trouver des solutions permettant de rallier une majorité. Pour assumer cette fonction, il a besoin d'un soutien plus ou moins marqué des partis gouvernementaux. Certes, ceux-ci se réservent parfois le droit de faire, au besoin, une entorse au principe de la solidarité avec le gouvernement. Mais il est indispensable que tous les partis gouvernementaux fassent preuve d'un minimum de la solidarité en question pour que le système fonctionne convenablement.